

Introduction

L'impact de la migration sur le développement inclusif

Joel OUDINET*

Résumé – Les migrations internationales qui se sont intensifiées avec la mondialisation peuvent aider au développement économique des pays d'origine. Le développement peut être plus ou moins inclusif en fonction des caractéristiques des pays, de celles des migrants et de leur diaspora, et évidemment des politiques mises en place. Une revue de littérature des études récentes insiste sur l'importance des envois de fonds des migrants pour réduire la pauvreté et développer l'inclusion financière des pays d'origine malgré des frais de transfert encore élevés. La migration de plus en plus qualifiée peut développer les échanges internationaux, les investissements directs étrangers, avec l'aide des diasporas, et accroître la productivité par transfert de compétences. La migration a un impact non négligeable aussi sur les pays d'accueil. Ils peuvent bénéficier de l'apport des immigrés qui occupent des emplois complémentaires à ceux des natifs sur des marchés du travail segmentés. Les migrants qualifiés peuvent aussi stimuler l'innovation. En ce sens, les pays développés d'accueil ont intérêt à mettre en place des politiques d'immigration et d'intégration adaptées. Ce numéro spécial sur le lien entre les migrations et le développement inclusif comprend un ensemble d'articles qui apportent des éléments de réflexion à cette thématique.

Classification JEL

F22, F24, O15, R23

Mots-clés

Impact des migrations
Inégalités
Envois de fonds
Transferts immatériels
Retour des migrants
Rôle des diasporas

* CEPN-CNRS UMR 7234, Université Sorbonne Paris Nord ; Institut Convergences Migrations ; joel.oudinet@univ-paris13.fr

Depuis les années soixante-dix, la mondialisation a vu une intensification de l'ensemble de ses composantes, les échanges commerciaux, les investissements directs à l'étranger (IDE), les mouvements de capitaux et les migrations internationales. La croissance de la migration internationale, pourtant moindre que celles des autres composantes du fait des restrictions imposées par certains pays d'accueil, est de 60% en cinquante ans (3,6% de la population en 2020 contre 2,2% en 1970) pour atteindre 281 millions dans le monde selon les données de la Banque mondiale.

Le flux migratoire n'est pas uniquement orienté des pays du Sud en direction de ceux du Nord. Un nombre quasi équivalent de migrants se déplacent entre les pays du Sud, car souvent les restrictions, la distance et donc le coût final sont moindres. Ce coût explique également que les migrants en grande proportion ne sont pas originaires des pays les plus pauvres faute de moyens. Ce sont les pays à revenu intermédiaire qui ont les taux d'émigration les plus élevés (Dumont et al., 2010). C'est aussi pour ces raisons que les migrations internes, au sein d'un pays, représentent près de trois fois le volume des migrations internationales, soit environ 740 millions de personnes en 2019, selon le PNUD.

La migration a un effet important sur la croissance mondiale, que ce soit sur les pays d'accueil et les pays d'origine. Les modèles macroéconomiques internationaux des Nations Unies estiment qu'une augmentation de 5% de la migration mondiale permet un accroissement du revenu mondial de près de 1000 milliards de dollars et les pays développés d'accueil capteraient un cinquième de ce surplus (Van der Mensbrugghe et Roland-Holst, 2009). Cependant, ces résultats globaux peuvent masquer des interactions complexes et des effets inégaux, des gagnants et des perdants, sur les marchés du travail des pays.

Quels sont les canaux par lesquels se propagent les effets directs et indirects de la migration sur l'économie des pays ? Le développement peut être plus ou moins inclusif en fonction des caractéristiques des pays, de celles migrants et de leur diaspora, et évidemment des politiques mises en place. Il faut rappeler que les Nations Unies incluent les politiques migratoires afin de réduire les inégalités socio-économiques dans leurs objectifs de développement durable.

Nous analysons les impacts économiques sur les pays d'origine et les pays d'accueil dans la première partie. Dans la seconde partie, nous présentons les contributions qui sont publiées dans ce numéro spécial de Région et Développement, qui fait suite à un autre numéro portant sur les migrations (n° 51-2020).

1. L'IMPACT DE LA MIGRATION SUR LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIF : UNE REVUE DE LITTÉRATURE

1.1. L'impact sur les pays d'origine

L'intensification de la mondialisation associée à une polarisation des échanges et une spécialisation des activités a marginalisé certains pays peu développés. Comme l'aide publique au développement ne progresse plus depuis les années 1990, l'insertion de nombreux pays en développement dans l'économie mondiale passe par la migration de leurs travailleurs. Les migrants soutiennent le développement de leurs économies d'origine par différents canaux que l'on peut regrouper sous trois aspects : les envois de fonds des migrants ; le développement du commerce, de l'entreprenariat et des investissements ; l'impact lié aux retours des migrants et les transferts de compétences.

1.1.1. Des transferts de fonds des migrants en hausse aidant le développement inclusif des pays d'origine

Des envois de fonds qui réduisent la pauvreté, mais avec des frais encore élevés

Les envois de fonds, qui représentent 540 milliards de dollars en 2020, sont la source principale des flux financiers internationaux pour de nombreux pays. Pour

certaines petites économies comme les Tonga, Samoa, ces transferts peuvent dépasser 20% de leur PIB. De plus ce flux financier est bien plus stable que d'autres flux internationaux comme les investissements directs à l'étranger.

Malgré la pandémie de Covid, les transferts n'ont baissé que de 1,6% (548 milliards) en 2019 alors que les IDE ont chuté de près de 30% selon la Banque mondiale. Parmi les déterminants des transferts retenus en général, l'envoi « pour altruisme » et l'envoi « pour l'assurance » expliquent cette stabilité et ont même un aspect contracyclique (Rapoport, Docquier, 2006). Un migrant qui envoie de l'argent à sa famille pour des raisons altruistes va chercher à maintenir le niveau de vie de la famille récipiendaire. En cas de baisse de son revenu, il essaiera d'augmenter son transfert. Comme il n'y a souvent pas d'assurance formelle dans les pays les moins développés, les familles vivant de l'agriculture demandent à un de leur membre d'émigrer pour envoyer de l'argent. Cette stratégie de diversification des sources de revenus permet à la famille de s'assurer contre les risques climatiques et autres et d'éviter de tomber dans la pauvreté dans les périodes critiques. Le migrant parti avec cette volonté va augmenter le montant de ses envois en cas de choc affectant les revenus des familles (De Brauw et al., 2013) ou bien après des catastrophes naturelles (Halliday, 2006 ; Arouri et al., 2015).

Outre cet aspect de réponse conjoncturelle, les transferts des migrants ont un rôle reconnu dans la réduction structurelle de la pauvreté pour l'ensemble des pays récipiendaires à faible revenu (Adams et Page, 2005). Les réductions des taux de pauvreté vont jusqu'à 20 points dans les zones urbaines des pays les plus pauvres (Acosta et al., 2008 ; Chiwuzulum et al., 2010 ; Margolis et al., 2015).

Pour estimer l'effet distributif des envois de fonds, les études récentes ont comparé des distributions de revenus réels avec des distributions de revenus contrefactuels, c'est-à-dire ce que seraient les revenus du migrant dans le pays d'origine s'il était resté. Les résultats montrent que les transferts réduisent les inégalités dans certaines régions urbaines qui ont des réseaux migratoires bien établis (Acosta et al., 2008 ; Gubert et al., 2010 ; Margolis et al., 2015 ; Koczan et Loyola, 2018) alors qu'ils vont les augmenter dans d'autres régions plus rurales où la migration est moindre (Adams, 1991 ; Taylor et al., 2008 ; Möllers et Meyer, 2014). Cet apparent paradoxe est expliqué par le rôle de la diaspora qui permet d'atténuer les coûts de la migration (Stark et al., 1988). Plus la diaspora est nombreuse, ancienne et organisée, plus elle facilite l'intégration des nouveaux arrivants et réduit le coût financier et psychologique de la migration. Ce coût plus faible de la migration permet aux plus pauvres d'émigrer et ensuite d'envoyer de l'argent pour sortir leurs familles de la pauvreté. Dans ce cas, le coefficient de Gini qui mesure les inégalités de revenu baisse, les envois des migrants vont tendre à réduire les inégalités entre les ménages. A l'inverse, si la diaspora est peu nombreuse, seules les familles de classe moyenne ou supérieure peuvent financer la migration et elles seront en retour récipiendaires des envois; dans ce cas, les inégalités entre les ménages s'accroissent. Ebeke et Le Goff (2010) montrent cette relation non-linéaire en U inversé entre émigration et inégalités pour un panel de 80 pays en développement, à la suite des résultats trouvés par McKenzie et Rapoport (2007) pour le Mexique. Seules les régions qui ont une diaspora bien organisée voient leurs inégalités baisser. Dans une analyse contrefactuelle comparant deux régions algériennes (une kabyle et une arabe) avec des passés migratoires différents, Margolis et al. (2015) confirment cet effet sur les inégalités. La réduction de la pauvreté est plus forte en Kabylie, car la diaspora kabyle présente en France est très organisée. Elle permet aux plus pauvres de migrer, et incite aussi fortement les migrants à envoyer de l'argent à leurs familles. Ainsi, il y a très peu de familles kabyles tombées en extrême pauvreté en ayant supporté une « double perte » (pas de travail par celui qui est parti et pas d'envoi d'argent en compensation).

Par contre, les transferts de pensions de retraite peuvent impacter cette relation entre diaspora et inégalités. L'histoire migratoire entre la France et l'Algérie dure depuis plus d'un siècle et demi, du fait du passé colonial, et un nombre significatif de migrants a pu travailler plus de quarante ans en France avant de revenir en Algérie. Comme la pension moyenne est cinq fois plus élevée que l'envoi moyen d'argent, il n'y a aucune famille récipiendaire d'une pension sous le seuil de pauvreté et certaines de ces familles passent dans les quantiles supérieurs de revenu (Margolis et al., 2015). La relation en courbe en U inversé entre inégalités et diaspora est globalement vérifiée mais doit être relativisée par le poids des pensions. Une diaspora ancienne réduit les coûts de migration et permet aux plus pauvres d'émigrer et d'envoyer de l'argent à leur famille (d'où une réduction des inégalités) mais si ces migrants sont restés suffisamment longtemps avant de revenir avec une pension de retraite, ils peuvent accroître les inégalités.

Les transferts de fonds internationaux joueraient un rôle encore plus important si les frais d'envoi étaient moins élevés. La moyenne mondiale des frais est de 6,5 % en 2021 selon la Banque mondiale mais ils varient considérablement selon les corridors, les fournisseurs et le montant envoyé¹. Ils ont tendance à être les plus élevés sur les petits marchés lorsqu'il y a peu de concurrence vis-à-vis des opérateurs de transferts d'argent historiques comme Western Union et MoneyGram. Ainsi, les corridors vers l'Afrique subsaharienne ont des frais de l'ordre de 8% en moyenne et peuvent atteindre 20% pour certains corridors, alors qu'ils sont en moyenne de 4,6% en Asie (Banque mondiale).

Ces montants élevés ont expliqué le développement de canaux informels de transferts (connus sous différents noms, hawalas au Bangladesh ou système fax en Afrique occidentale), associant deux boutiques intermédiaires dans les deux pays. Celle du pays d'accueil reçoit la somme du migrant, et celle du pays d'origine paye au bénéficiaire qui présente un code. Les frais sont moindres mais la fiabilité l'est également, et comme ces revenus supplémentaires relèvent du marché parallèle, les bénéficiaires ne peuvent pas les déclarer pour obtenir des crédits complémentaires auprès des banques. Avec l'arrivée des opérateurs de télécoms et des fintech sur le marché des transferts de fonds, la concurrence a permis une forte réduction des frais (Schmitz et Endo, 2011). La baisse a représenté trois points en moyenne sur les dix dernières années. Selon la Banque mondiale, une réduction de cinq points de pourcentage peut permettre d'économiser jusqu'à 16 milliards de dollars par an aux migrants et à leurs familles. L'impact sur le développement inclusif est donc significatif mais il reste encore du chemin pour atteindre à l'horizon 2030 une des cibles de l'ONU pour réduire les inégalités : les coûts de transaction des transferts doivent atteindre l'objectif de 3% en moyenne, et aucun corridor ne doit être à plus de 5%.

Une source de devises stable qui peut aider à l'inclusion financière des pays d'origine

L'arrivée des fonds envoyés par les migrants par les canaux formels est une source de devises car, lors du transfert, il y a une opération de change entre les monnaies des deux pays. Cette source de devises atténue la contrainte sur la balance des paiements des pays récepteurs, qui parviennent ainsi à négocier de meilleures conditions d'emprunt sur les marchés internationaux en faisant valoir les transferts de fonds comme contrepartie.

Cet apport de devises peut toutefois avoir des effets négatifs. Il peut rapidement provoquer un « effet boomerang » sur la balance commerciale, si les transferts sont essentiellement utilisés pour acheter des biens importés. A plus long terme, il peut y avoir un risque de « syndrome hollandais », l'apport régulier de ces envois de

¹ https://remittanceprices.worldbank.org/sites/default/files/rpw_main_report_and_annex_q121_final.pdf

fonds pouvant se comparer aux devises obtenues par les pays riches en matières premières. Dans ce cas, une appréciation du taux de change réel effectif de la monnaie d'origine peut provoquer l'orientation de la production vers les biens non échangeables au détriment des industries de biens échangeables. Les produits de ces derniers secteurs en concurrence avec les produits extérieurs deviennent moins compétitifs et sont délaissés ; cela peut expliquer qu'à long terme les emplois se déplacent vers les biens non échangeables, si aucune politique de change ou industrielle n'est mise en place. Ce risque, particulièrement présent dans les pays d'Amérique du Sud aux régimes de change flexible (Amuedo-Dorantes et Pozo, 2004), est atténué lorsque le régime de change est géré en conséquence et que les transferts sont majoritairement utilisés pour des biens d'investissement (voir l'exemple des pays du Maghreb dans le numéro spécial précédent, Nefzi et al., 51-2020).

Lorsque les transferts transitent par les canaux formels, cela aide au développement du secteur financier dans les pays d'origine. Les institutions financières peuvent proposer aux familles récipiendaires d'ouvrir des comptes pour sécuriser leurs dépôts, faire fructifier une épargne et avoir la possibilité d'un crédit ou d'un micro-crédit en s'associant avec des organismes de microfinance (Aggarwal et al., 2011 ; Fromentin et Leon, 2019). Il peut d'ailleurs se développer un cercle vertueux car les envois favorisent une inclusion financière et les familles, détentrices de comptes, demandent à recevoir les transferts via les canaux formels. Cependant, ce processus vertueux n'a pu se mettre en place dans les pays d'Amérique latine qu'à partir d'un niveau initial de développement financier (Fromentin, 2018).

1.1.2. Le rôle des diasporas dans les échanges internationaux

La théorie standard des échanges internationaux postule que le commerce des biens est substituable à la mobilité des facteurs de production et donc à celle du travail. Les dernières études empiriques montrent, au contraire, qu'il existe une complémentarité entre le commerce international et les migrations.

Les diasporas encouragent le commerce bilatéral entre le pays d'origine et le pays de destination de diverses manières.

Les préférences des migrants pour les produits de leurs pays d'origine, en particulier les produits alimentaires, provoquent une demande nouvelle dans les économies d'accueil.

Les migrants peuvent également jouer un rôle d'intermédiaire entre cette nouvelle demande et l'offre des entreprises de leur pays d'origine. Connaissant les deux pays, ils ont une bonne information des marchés potentiels et des circuits de distribution, ils diminuent donc les asymétries d'information pour les entreprises qui veulent développer ce commerce (Combes et al., 2005). Ils obtiennent aussi plus facilement la confiance de leurs compatriotes pour réduire le coût de négociation et d'application des contrats. Cette réduction des coûts de transaction contribue au développement d'un réseau d'affaires (Rauch, 2001). Plusieurs études économétriques sur les États-Unis, le Canada et la France ont montré l'impact des réseaux de migrants sur la croissance des échanges commerciaux (Gould, 1994 ; Head et Ries, 2001 ; Wagner et al., 2002 ; Combes et al., 2005). Ce sont aussi les États américains qui avaient des diasporas vietnamiennes nombreuses qui ont accru leurs exportations vers le Vietnam (Parsons et Vezina, 2018).

Pour développer les IDE, la réduction de l'asymétrie d'information des investisseurs étrangers par les migrants est aussi primordiale (Plaza, 2013). La force de l'impact sur l'investissement et ainsi sur le commerce dépend de la cohésion de la diaspora et des compétences des migrants. Plusieurs études insistent sur l'apport des réseaux de migrants aux États-Unis et en Allemagne pour expliquer la croissance des IDE vers leur pays d'origine (Kugler et Rapoport, 2005 ; Buch, Kleinert et Toubal,

2006 ; Javorcik et al., 2011). En Europe, il y a une complémentarité entre migration qualifiée et IDE (El Yaman et al., 2007). Le degré de qualification des migrants accentue cet effet positif (Docquier et Lodigiani, 2010). Cet effet d'accompagnement du réseau d'affaires est durable comme l'ont montré Burchardi et al. (2016) sur 130 ans de données locales aux États-Unis. Le développement d'une diaspora dans un comté américain augmente la probabilité qu'une entreprise locale investisse dans le pays d'origine des migrants.

Les informations, la connaissance des migrants de leurs marchés locaux et des réseaux dans leur pays d'origine permettent d'encourager le développement du commerce bilatéral ainsi que celui des investissements directs dans leurs pays d'origine. Les migrants aident donc leur pays d'origine à atteindre une des cibles de réduction des inégalités, définie par l'ONU².

1.1.3. Une migration qualifiée et un partage des connaissances

La migration contemporaine est de plus en plus le fait d'une main d'oeuvre qualifiée et la question de l'impact sur les économies d'origine de cette fuite des cerveaux se pose, principalement pour les pays pauvres, proches des pays d'accueil et faiblement peuplés comme les Caraïbes. Lorsque le départ de qualifiés est très conséquent, des pénuries de main d'oeuvre dans certains métiers peuvent être dramatiques ; l'exemple des médecins en Afrique subsaharienne est particulièrement significatif.

A la suite d'une étude sur 147 pays entre 1975 et 2000, Beine et al. (2011) estiment que l'impact global devient négatif quand la part d'émigrés qualifiés dépasse le seuil de 20%. Sous ce taux d'émigration, les effets externes positifs en termes de transferts de fonds, de commerce, d'IDE, de partage de connaissances et d'incitations à l'éducation semblent compenser la perte initiale de capital humain.

La valorisation des compétences acquises à l'étranger peut aussi avoir un effet incitatif sur l'investissement éducatif de la part de ceux qui sont restés. Cette accumulation de capital humain est plus significative dans les pays à faible revenu et à faible niveau initial de capital humain (Beine et al., 2008).

Les montants envoyés par les migrants qualifiés sont souvent plus élevés car ils ont de meilleurs revenus. Par contre, l'intention de retour est un déterminant primordial pour continuer à envoyer de l'argent plus de dix ans après leur arrivée, et ce désir de retour est moindre chez les migrants qualifiés mieux intégrés dans les pays d'accueil. Par exemple, les vieux Algériens (nommés communément « Chibanis ») effectuent des transferts plus élevés que des migrants arrivés plus récemment et pourtant plus qualifiés. Mais ces derniers ont décidé de rester en France alors que les Chibanis ont majoritairement prévu de passer leur retraite en Algérie (Miotti et al., 2015).

Enfin, les retours de migrants qualifiés améliorent la productivité grâce au partage des compétences acquises.

La décision du retour dans le pays d'origine est assez fréquente chez les migrants car la décision du départ a été souvent difficile. On pense à tort que les seuls retours sont des renvois de migrants pour des raisons administratives, mais un grand nombre de retours se font d'une manière volontaire notamment lorsque les migrants n'ont pas obtenu la réussite escomptée en termes d'emploi, de salaire ou de qualité de vie.

La durée de présence est un facteur dans la décision du retour : un migrant installé depuis longtemps et intégré voit sa probabilité de retour diminuée. Les taux de

² ONU : « encourager les flux financiers, y compris les investissements étrangers directs, vers les États qui en ont le plus besoin, en particulier les pays les moins avancés, les pays africains, les petits États insulaires en développement ».

retour sont les plus élevés au cours de la première décennie suivant l'arrivée, puis se stabilisent (Dustmann et Görlach, 2016), mais ce constat peut être modifié par le contexte des conditions de départ (Miotti et al., 2015). Enfin, les retours dépendent de la politique d'intégration du pays d'accueil. On estime que le taux de retour est sensiblement moindre en Australie et en Amérique du Nord qu'en Europe.

Barrett et Goggin (2010) donnent aussi l'exemple des migrants mexicains, hongrois ou irlandais qui ont prévu de migrer temporairement pour accumuler des économies avant de retourner pour partager les compétences qu'ils ont acquises. Mais l'apport dans leur pays sera limité si les migrants, en particulier qualifiés, ne trouvent au retour que des emplois déqualifiés (Wahba, 2015).

Le transfert des connaissances peut aussi se faire à distance, avant le retour. Ces transferts « sociaux et immatériels » peuvent influencer les comportements de ceux qui sont restés dans le pays d'origine. Ces transferts peuvent prendre différentes formes, comme des transmissions d'idées, de normes sociales au niveau de la politique (Chauvet et al., 2016), de l'égalité des genres (Moreno-Fontes Chammartin, 2008) ou de la santé (partage des connaissances des habitudes alimentaires, normes d'hygiène, de l'énergie nutritionnelle des aliments, fertilité ; Bertoli et al., 2015).

Les transferts immatériels sont souvent couplés avec les envois de fonds, et leurs effets sur la santé sont souvent significatifs. Les migrants permettent ainsi de réduire une sous-alimentation qui reste élevée en Afrique subsaharienne (23% de la population en 2015). Un doublement des transferts entraînerait une réduction de 11% des personnes sous-alimentées dans 35 pays d'Afrique, d'après Sambo (2018). L'impact est encore plus prononcé dans les pays à déciles de revenus intermédiaires que dans les pays des déciles de revenus inférieurs, là où les structures et les institutions peuvent soutenir ces transferts.

1.2. L'impact sur les pays d'accueil

1.2.1. Des migrants occupant des emplois complémentaires à ceux des natifs sur un marché du travail très segmenté

La première idée reçue concernant l'effet économique de la migration sur les pays d'accueil est souvent négative. Les immigrés viendraient concurrencer les emplois des natifs et l'augmentation de l'offre de travail pousserait les salaires à la baisse, et donc augmenteraient les inégalités. Cette idée, soutenue par des politiques pour des raisons populistes, suppose un équilibre partiel entre une offre et une demande homogène sur le marché du travail. Cela fait abstraction des autres canaux par lesquels les migrants ont des effets positifs qui viennent contrebalancer les effets négatifs sur l'économie d'accueil (Oudinet, 2006). Les études empiriques indiquent que ces effets externes sont suffisants pour que l'effet soit nul, voire positif à long terme dans la majorité des pays d'accueil. Dans une revue de littérature reprenant 27 études empiriques, Péri (2014) montre que l'élasticité des salaires est proche de zéro dans 80% des pays.

Le premier aspect à signaler est que les immigrés occupent des emplois différents des natifs et ne sont pas vraiment en concurrence avec eux (Péri et Sparber, 2009). Le marché du travail est en effet très segmenté et les migrants sont surreprésentés dans des emplois difficiles, précaires et mal payés, comme ceux de la construction, de la restauration, des services aux personnes ou des services aux entreprises (sécurité et nettoyage). En France, la part des immigrés dans ces secteurs oscille entre 20 et 40%, soit deux à trois leur part dans la population active. Lorsque les emplois qualifiés ont des conditions de travail difficiles, comme les urgences dans les hôpitaux, ils sont aussi occupés par de nombreux médecins étrangers.

Par contre, du fait de cette segmentation du marché du travail, les nouveaux arrivants peuvent être en concurrence sur des emplois avec les anciens immigrés. La substitution est d'autant plus forte s'il y a une concentration géographique des migrants (Beine et al., 2011). D'Amuri et al. (2010) constatent, par exemple, que sur dix nouveaux immigrés en Allemagne, il y a eu trois anciens immigrés qui ont été remplacés, mais aucun effet sur l'emploi des natifs. En raison de leur spécialisation et de leurs compétences différentes, plusieurs études empiriques ont montré que les migrants ne sont pas des substituts des natifs, même pour des niveaux de scolarité similaires. Au contraire, leur complémentarité permet un partage des compétences qui accroît la productivité de la main d'œuvre (Card, 2009 ; Cattaneo et al., 2015 ; D'Amuri et Peri, 2014).

Dans la majorité des pays d'accueil les plus développés, les natifs ont souvent abandonné les postes difficiles de l'industrie pour leur préférer des emplois mieux rémunérés, souvent créés dans les services. Ce déplacement des emplois des natifs français de l'industrie vers des secteurs de services explique l'augmentation de leurs revenus entre 1962 et 1999 (Ortega et Verdugo, 2014). Les migrants occupant des emplois dans les services aux personnes ont aussi permis aux femmes qualifiées de trouver des emplois ou bien de travailler plus longtemps, et d'augmenter la productivité du pays (Jaumotte, and al., 2016).

Concernant l'effet des migrants sur l'économie d'accueil, il ne faut évidemment pas négliger l'impact sur la demande. L'augmentation de la population liée à l'immigration accroît la demande de biens et services ainsi que la demande de travail de la part des entreprises. Les immigrés augmentent la demande locale en consommant ou en investissant (Ozden et Wagner, 2014). La migration peut même, dans certains cas, avoir un effet multiplicateur engendré par la demande (Greenwood and al., 1986). L'intégration de la demande interne dans un modèle macroéconomique contrebalance la baisse initiale des salaires des emplois en concurrence. Greenwood et Hunt (1995) ont estimé leur modèle en équilibre partiel pour les États américains où l'immigration provoquait une baisse de 1,8% des salaires des autochtones. En intégrant les effets sur la demande de biens, les résultats s'inversaient et l'effet était nul sur les revenus des natifs.

Les emplois sont créés, soit directement par les immigrés (comme des restaurants ou des commerces ethniques), soit indirectement du fait de l'augmentation de la population dans les pays d'accueil (comme dans les services des administrations, les écoles...).

Les immigrés sont également plus enclins à créer une entreprise que les natifs quel que soit le secteur d'activité (Vandor et Franke, 2016). Pour eux, s'investir dans l'entrepreneuriat est une voie d'insertion économique et sociale et constitue une réponse à des emplois plus précaires ou au chômage. La majorité de leurs activités commerciales sont liées aux préférences ethniques de leurs communautés. Les « réseaux ethniques », quand ils sont bien organisés, jouent un rôle certain dans l'entrepreneuriat des migrants en leur prêtant des fonds. Ce secteur financier informel les aide d'une manière très efficace (Wang et Maani, 2014). On s'aperçoit que le taux d'entrepreneuriat est plus élevé quand les diasporas sont très concentrées. Les relations au sein de la communauté facilitent l'acquisition de compétences professionnelles, comme par exemple les Coréens ou les Tamouls aux États-Unis dans le nettoyage et les motels (Kerr et Mandorff, 2015).

Différentes études empiriques montrent que les réseaux de migrants en favorisant le commerce ont contribué à la croissance économique (Burchardi et al., 2016 ; Cohen, Gurun et Malloy, 2017 ; Parsons et Vezina, 2018).

1.2.2. Des migrants entrepreneurs qui stimulent l'innovation et améliorent les finances publiques

Les modèles de croissance endogène montrent l'importance de l'accumulation et du partage des connaissances pour induire une croissance sur le long terme. Pour

accueillir les nouvelles populations, le développement des équipements des entreprises et des institutions publiques nécessite une accumulation de capital qui se traduit à long terme par une augmentation de la productivité. Sur la période 1960-2006, l'apport de 1% de population a accru la productivité de 0,5% aux États-Unis (Péri, 2012).

Aux États-Unis le taux de dépôt de brevets d'un migrant est le double de celui d'un natif. L'arrivée des immigrés qualifiés à l'après-guerre aux États-Unis a donné un coup de fouet à l'innovation avec une hausse de 15 % du nombre de brevets (Hunt et Gauthier-Loiselle, 2010).

A long terme, la variété des compétences et des idées des immigrés est fortement corrélée à l'innovation et à la croissance. On acquiert plus d'expérience au contact d'une personne qui a des connaissances différentes des nôtres. Les migrants, qui sont souvent surqualifiés dans les postes qu'ils occupent, partagent les compétences qu'ils ont acquises dans leur pays d'origine et peuvent améliorer ainsi l'efficacité du travail (Docquier et al., 2018). Cet effet d'innovation que peuvent avoir les immigrants hautement qualifiés contribue à la croissance économique et à la croissance des salaires pour l'ensemble de l'économie à long terme (Kerr et Lincoln, 2010).

Cette croissance de la productivité et de l'innovation aura aussi des effets sur les finances publiques des pays d'accueil. Des idées fausses sont véhiculées sur les dépenses sociales engendrées par les migrants. L'hypothèse que les migrants choisiraient les États les plus généreux (« tourisme social ») a été largement démentie par les études empiriques. L'impact de l'immigration sur les finances publiques n'est pas du tout négatif dans les pays d'accueil (pour une synthèse des études, voir Chojnicki et Ragot, 2012). Au contraire, les immigrés paient plus de taxes qu'ils ne reçoivent de prestations. Pour la France en 2005, le solde budgétaire est positif et atteint entre quatre et douze milliards soit 0,5% du PIB. Dans les pays comme l'Allemagne ou l'Espagne où la population est vieillissante, la contribution nette des migrants peut même atteindre 1% du PIB. Le solde est moins positif dans les pays où les cotisations fiscales sont les plus faibles et non pas à cause d'une forte demande de prestations (OCDE, 2013). L'intégration des immigrés dans des emplois formels est déterminant pour augmenter leur contribution économique et fiscale.

Le solde budgétaire d'un seul individu est trompeur. En effet, un immigré paie, en moyenne, un peu moins de taxes qu'un natif car il a des revenus et des consommations moindres, et il reçoit en moyenne un peu plus d'allocations. Par exemple, un migrant de 40 ans a une contribution moyenne nette au budget public inférieure de 20% à celle d'un natif français. Mais ce constat individuel est compensé en considérant la contribution de l'ensemble des étrangers, surreprésentés dans les classes d'âge actif qui sont les seules classes à contribuer positivement aux finances publiques. En France, 70% des immigrés ont entre 20 et 60 ans, contre seulement 53% des natifs. Comme la majorité des migrants arrivent après 20 ans, les pays d'accueil ne payent pas le coût de leur éducation. Leurs pensions plus faibles et leur moindre contribution aux prestations de santé expliquent aussi que les migrants à la retraite coûtent moins au budget que les natifs.

Cet effet démographique contribue à réduire l'impact budgétaire du vieillissement de la population autochtone des pays d'accueil. Les dépenses de retraite et de soins de santé dans les économies développées devraient atteindre 24,8 % du PIB en 2100 contre 16,4 % en 2015, simplement en raison du vieillissement de la population. Davantage d'immigration permettrait de réduire les dépenses liées à l'âge de 2 % du PIB d'ici 2100 (Cléments et al., 2015). L'immigration ne pourra pas, à elle seule, maintenir les taux de dépendance des personnes âgées aux niveaux actuels, mais elle pourrait alléger la charge pesant sur les systèmes de retraite à répartition des pays d'accueil.

Les modèles macroéconomiques internationaux permettent de mesurer l'apport des flux migratoires sur l'emploi, l'investissement et la productivité dans les pays d'accueil. Ortega et Peri (2009), dans un modèle intégrant les migrations en direction de quatorze pays de l'OCDE, constatent que l'immigration augmente l'emploi, sans éviction des natifs, et de là les investissements. Ainsi le supplément de 1% de population a permis une croissance de 1% du PIB entre 1980 et 2005, sans affecter la hausse des salaires moyens et du revenu moyen par personne.

Une projection à l'horizon 2030 de divers scénarios migratoires montre aussi que les pays d'accueil européens seraient largement perdants s'ils mettent en place ou maintiennent une politique d'immigration restrictive qui affaiblit les perspectives d'une reprise durable de la demande, alors qu'ils ont besoin d'une main d'œuvre de remplacement (Duwicquet et al., 2014). Il faut que les gouvernements aient le courage de mettre en place des politiques d'immigration adaptées et pro-actives. L'ONU, pour permettre un développement durable et inclusif à l'horizon 2030 insiste d'ailleurs sur « faciliter une migration et une mobilité ordonnées, sûres, régulières et responsables, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées ».

2. LES CONTRIBUTIONS AU NUMÉRO « MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT INCLUSIF »

Ce numéro spécial de la revue *Région et Développement* sur le thème « migrations et développement inclusif » apporte des éléments complémentaires aux questions ainsi soulevées dans la littérature. Les quatre premières contributions sont centrées sur les pays d'accueil, l'impact et le rôle de leurs politiques migratoires, alors que les deux derniers articles analysent des effets spécifiques de la migration sur le développement inclusif des pays d'origine.

La première contribution de **Albert Millogo, Ines Trojette et Nicolas Péridy** met en avant le peu d'efficacité des politiques d'admission en France. Ils montrent que la migration reste déterminée par la conjoncture économique et les opportunités d'emploi, et par des raisons socio-culturelles comme les liens coloniaux, la connaissance de la langue, l'organisation de la diaspora. A partir d'un modèle gravitaire estimé sur les flux migratoires en provenance de 141 pays entre 1995 et 2014, ils trouvent que les politiques d'immigration françaises n'ont régulé ni les flux des migrants ni les flux de réfugiés. Par contre, les incitations réglementaires en direction des qualifiés ont été positives pour attirer les migrants.

Comme il y a souvent un écart entre les politiques d'immigration et les pratiques, les auteurs estiment trois indices qui permettent d'évaluer les changements au niveau de l'admission, de l'intégration et de l'asile. L'indicateur d'admission intègre les conditions requises comme le niveau d'études ou les actifs financiers détenus par les migrants à leur arrivée alors que l'indice d'intégration renvoie plutôt aux conditions de résidence. A l'instar de l'étude de Beine et al. (2019) pour plusieurs pays européens, ils constatent pour la France que seules les politiques d'intégration ont eu un impact, au contraire des politiques d'admission.

Ils vérifient la robustesse de leurs résultats en utilisant deux indicateurs du projet DEMIG (De Haas et al., 2015). Seule la mise en œuvre des politiques a un impact, et non l'ampleur des changements de politiques.

L'immigration reste définie par des raisons socioculturelles qui s'inscrivent dans l'histoire. Les politiques d'intégration doivent rester cohérentes dans la durée pour être lisibles et efficaces vis-à-vis des migrants.

Vincent Fromentin, Joris Michel et Sylvain Weber vont confirmer le rôle de la conjoncture sur une migration particulière, la migration transfrontalière ou pendulaire.

Dans leur modèle d'analyse pour la Suisse et le Luxembourg, ils réalisent deux types de tests de causalité (fréquentiel et non-paramétrique) pour identifier des possibles relations non-linéaires entre cinq variables : les travailleurs frontaliers, les travailleurs résidents, la valeur ajoutée totale, la valeur ajoutée du secteur financier et les indices boursiers.

Dans ces deux pays où le poids du secteur financier et la dépendance à la migration pendulaire sont très importants (ces migrants occupent 6% des emplois en Suisse et 46% au Luxembourg, soit respectivement 10 et 80 fois la moyenne européenne), c'est l'instabilité financière qui est déterminante pour expliquer le nombre de migrants transfrontaliers. À l'aide de données trimestrielles entre 1995 et 2020, les auteurs montrent que les travailleurs frontaliers sont bien plus impactés que les travailleurs résidents par les variations du secteur financier. L'ajustement de la main d'œuvre à la demande est réalisé essentiellement sur les transfrontaliers et moins sur les résidents, résultat qui confirme ceux obtenus par Dustmann et al. (2010). L'ajustement est non-linéaire en raison d'asymétries entre créations et suppressions d'emplois : il n'y a pas le même nombre d'embauches après un choc de demande positif que de licenciements après un choc négatif.

Ce rôle d'amortisseur des déséquilibres sur le marché du travail que jouent les migrants protège les résidents, au contraire des idées reçues croyant à tort que la migration a des effets négatifs sur l'emploi et les revenus des natifs. Une des raisons évoquée dans la section précédente provient de la segmentation du marché du travail existant dans les pays d'accueil développés. Les emplois difficiles, précaires et moins rémunérés sont souvent délaissés par les natifs. Les migrants occupent ainsi plus ces postes qui connaissent souvent des difficultés de recrutement au niveau local.

De nombreuses études ont souligné la surconcentration des migrants dans les emplois pénibles. L'effet des conditions de travail des migrants sur leur santé est l'objet de la contribution de **Nadiya Ukrayinchuk et Carine Drapier**.

En utilisant l'enquête Santé réalisée en France sur près de 19 000 personnes de plus de 18 ans, les auteures comparent la pénibilité professionnelle et la santé des migrants à celle des français de naissance. À partir des différents critères de l'enquête, elles élaborent des indices pour la pénibilité objective, la pénibilité vécue et globale. Concernant la pénibilité objective, les différences se situent principalement au niveau des rythmes de travail, des horaires atypiques et des expositions aux poussières, fumées et températures extrêmes. Les immigrés sont bien plus exposés à ces contraintes physiques alors qu'ils sont moins soumis à des risques psychosociaux, au stress (« pénibilité vécue »). Après un contrôle économétrique des autres déterminants de santé (âge, genre, conditions de vie, accès aux soins, style de vie, capital santé, environnement psychosocial) et correction de l'endogénéité, les résultats montrent, sans ambiguïté, que la pénibilité physique professionnelle présente un effet néfaste sur la santé des immigrés. Les migrants, à leur arrivée, sont pourtant en meilleure santé que les populations locales ; ce « healthy migrant effect » s'explique par une auto sélection positive. Ce sont les conditions difficiles de leur travail qui dégradent leur état de santé, et cet effet qui s'accroît avec la durée de séjour, nommé « exhausted migrant effect » a déjà été souligné dans d'autres pays (Bollini et Siem, 1995).

La dégradation de la santé des migrants a des répercussions négatives sur le coût des soins et sur la productivité avec les arrêts de travail. Pour contrecarrer cela, la politique de santé associée à leur métier devrait être ainsi plus inclusive. Cela permettrait de conserver l'impact positif sur les finances publiques, que l'on a décrit précédemment, et d'améliorer leur productivité.

Ernest Tesse examine, à partir d'une enquête, les comportements d'entrepreneuriat des migrants haïtiens dans les territoires d'outre-mer français en Amérique (TOMFA).

Les immigrés, dans la majorité des pays étudiés, créent en moyenne plus d'entreprises que les nationaux car c'est une de leur voie d'insertion économique et sociale. Mais ils ont besoin du soutien logistique et financier de leur diaspora. Le cas haïtien semble différent et l'enquête montre que les migrants n'ont en général pas ce soutien de leur communauté qui n'est pas assez riche et organisée. Le manque de ressources financières est mis en avant pour expliquer que les migrants repoussent à plus tard leur volonté de créer leur entreprise. D'autres freins sociaux et culturels spécifiques à la société haïtienne, soulignés dans l'enquête, accroissent leur aversion au risque et réduisent fortement le taux d'entrepreneuriat.

Pour aller au-delà de ces multiples freins, des politiques d'information et d'accompagnement doivent être mises en place par les économies d'accueil. La création de commerces par les migrants haïtiens permettrait de développer un commerce ethnique bilatéral. Les aides publiques au développement pourvues par les canaux gouvernementaux semblent insuffisantes pour des pays à faibles revenus comme Haïti. Il faudrait cibler des aides en direction de diasporas haïtiennes déjà un peu organisées pour qu'elles soient le déclencheur de créations d'entreprise et d'un commerce bilatéral entre le territoire d'accueil et le pays d'origine. On peut ajouter que les transferts de fonds issus d'un entrepreneuriat réussi, et passant par des canaux formels – permettant aux organismes de microfinance de mieux évaluer les revenus réguliers des ménages récipiendaires – pourraient inciter à des demandes de crédit pour développer en parallèle à Haïti un projet de commerce ou d'entreprise.

La contribution de **Manuela Ngaba** permet justement de voir si le développement des envois par le paiement mobile (*mobile money*) a eu un impact sur l'utilisation des canaux informels en Afrique subsaharienne. L'approche est originale car il n'y a pas eu à ce jour d'étude économétrique sur le lien entre la numérisation des envois de fonds et l'utilisation des autres canaux de paiement.

Les canaux informels restent majoritairement utilisés en Afrique, comme le « système fax », même s'ils sont en diminution depuis une dizaine d'années (estimés à plus de 70% en 2008 par Freund et Spatafora, et 45% en 2014 selon une enquête de la Banque mondiale). Les deux grandes raisons qui expliquent cette prépondérance jusqu'à maintenant sont la très faible inclusion financière en Afrique subsaharienne et surtout le coût des frais demandés par les institutions financières. Il faut rappeler que, pour la majorité des corridors africains, ils sont deux à trois fois plus élevés qu'ailleurs dans le monde. Mais le développement des services financiers mobiles a mis en place une concurrence et permis une réduction des frais de transfert. L'Afrique compte en effet près de la moitié des comptes d'argent mobile dans le monde en 2019 selon le GSMA.

A partir des données sur l'inclusion financière de 35 pays d'Afrique subsaharienne (Global Findex de la Banque mondiale, 2017), une régression logistique multinomiale détermine si l'utilisation du *mobile money* par les migrants pour réaliser leurs envois influence la probabilité d'utiliser les trois autres canaux de transfert, c'est-à-dire les virements bancaires, les opérateurs de transfert ou bien les canaux informels. Les résultats confirment la baisse du recours aux canaux informels en Afrique subsaharienne. L'éviction des institutions financières est encore plus importante, car les frais de virement bancaire sont au moins deux fois plus élevés, et la densité des agences bancaires dans les zones rurales est très faible. Manuel Ngaba montre aussi des différences entre les régions africaines ; par exemple, l'effet d'éviction des canaux informels est plus fort dans la zone UEMOA car les pays membres

ont adopté un cadre réglementaire favorable au développement du *mobile money* dont a bénéficié Orange Money.

Les politiques incitant à la digitalisation par les mobiles accentuent le développement d'une concurrence entre les acteurs du marché des transferts de fonds des migrants afin de réduire leurs coûts. Le coût moyen des transferts dans les corridors d'Afrique subsaharienne est actuellement de 8,7%, loin encore de l'objectif de 3% en moyenne selon l'ONU pour que le développement des pays récipiendaires soit inclusif.

Enfin, **Anda David et Bjorn Nilsson** comparent l'impact des politiques de développement rural de quatre pays de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient avec les externalités positives des migrations internationales et des migrations internes.

La diversification des revenus des ménages ruraux grâce à l'envoi d'argent semble avoir plus d'impact inclusif que l'accroissement des seuls revenus agricoles.

Dans les quatre pays étudiés, Maroc, Tunisie, Jordanie et Égypte, la population rurale reste significative malgré une constante migration interne vers les zones urbaines. Les revenus de l'agriculture sont de plus en plus volatiles avec le changement climatique et l'augmentation des périodes de sécheresse. La migration interne vers les zones urbaines ou bien la migration internationale sont une source potentielle de revenu et deviennent des stratégies de subsistance des ménages dans les zones rurales.

Les auteurs soulignent que les politiques de soutien au revenu agricole pour réduire les aspirations migratoires ont montré des résultats limités lorsqu'elles sont isolées. L'amélioration de la productivité agricole n'est qu'une partie de la solution car elle ne suffit pas à assurer des moyens de subsistance décents aux populations rurales les plus vulnérables. Les auteurs insistent sur la nécessité de développer des politiques cohérentes dans un cadre holistique. La migration et ses externalités positives comme l'utilisation des transferts, l'augmentation des activités entrepreneuriales et l'apport des retours des migrants doivent être complémentaires.

Les politiques doivent accompagner les migrants de retour dans leur création d'entreprises. Des incitations peuvent être mises en œuvre afin de réorienter les envois de fonds investis souvent dans l'immobilier vers des investissements productifs dans le secteur agricole et de surmonter les obstacles représentés par l'accès limité au crédit. Des migrants ne transfèrent pas seulement du capital, mais reviennent avec des compétences accumulées dans des entreprises à l'étranger. Le cas égyptien est cité par les auteurs car sa migration internationale, majoritairement dirigée vers les pays du Golfe, est temporaire avec des contrats de travail de courte durée. Par conséquent, les retours de migrants sont plus nombreux, et l'effet en retour sur les zones rurales plus significatif. Ainsi l'apport des transferts des migrants – représentant 5% du PIB égyptien dont une part importante est utilisée pour des investissements de biens durables (Arouri et Nguyen, 2018) – associé aux nombreux retours tendent à réduire la pauvreté dans les zones rurales et permettent un certain développement inclusif.

REFERENCES

- Acosta, P., Calderon, C., Fajnzylber, P., H. Lopez**, 2008. 'What is the impact of international remittances on poverty and inequality in Latin America', *World Development*, 36, 1, 89-114.
- Adams, R. H.**, 1991. The effects of international remittances on poverty, inequality, and development in rural Egypt. Washington, D.C: International Food Policy Research Institute.
- Adams, R. H., Page, J.**, 2005, Do international migration and remittances reduce poverty in developing countries? *World Development*, 33(10), 1645-1669.
- Aggarwal, R., Demirgüç-Kunt, A., Martinez-Peria, M.S.**, 2011. Do remittances promote financial development? *Journal of Development Economics*, 96, 255-264.

- Amuedo-Dorantes, C., Pozo, S.**, 2004. Workers' Remittances and the Real Exchange Rate: A Paradox of Gifts. *World Development*, 32(8), 1407–1417.
- Arouri, M., Nguyen, C., Youssef, A.B.**, 2015. Natural disasters, household welfare, and resilience: Evidence from rural Vietnam, *World Development*, 70, 59–77.
- Arouri, M., Nguyen, C.V.** 2018. Does International Migration Affect Labor Supply, Non-farm Diversification and Welfare of Households? Evidence from Egypt. *International Migration*, 56, 1, 39-62.
- Barrett, A., Goggin, J.**, 2010. Returning to the question of a wage premium for returning migrants. *National Institute Economic Review*, 213(1), 43-51.
- Beine, M., Docquier, F., H. Rapoport**, 2008. Brain Drain and Human Capital Formation in Developing Countries: Winners and Losers, *Economic Journal, Royal Economic Society*, 118(528), 631-652.
- Beine, M., Docquier, F., Oden-Defoort, C.**, 2011. A panel data analysis of the brain gain. *World Development*, 39(4), 523-532.
- Beine M., Bourgeon P., Bricongne J.-C.**, 2019, Aggregate fluctuations and international migration, *The Scandinavian Journal of Economics*, 121, 1, 117–152.
- Bertoli, S., F. Marchetta.**, 2015. "Bringing it all back home: Return migration and fertility choices." *World Development*, 65, 27–40.
- Bollini P., Siem H.**, 1995, No Real Progress Towards Equity: Health of Migrants and Ethnic Minorities on the Eve of the Year 2000, *Social Science et Medicine*, 41(6), 819–828.
- Buch C., J. Kleinert, F. Toubal**, 2006. Where enterprises lead, people follow? Links between migration and FDI in Germany, *European Economic Review*, 50, 8, 2017-2036.
- Burchardi, K.B., Chaney, T., Hassan, T.A.**, 2016. Migrants, ancestors, and investments, Working Paper No. 21847, National Bureau of Economic Research.
- Card, D.**, 2009. Immigration and inequality, *American Economic Review*, 99(2), 1-21.
- Cattaneo, C., Fiorio, C.V., Peri, G.**, 2015. What happens to the careers of European workers when immigrants "take their jobs"?, *Journal of Human Resources*, 50(3), 655-693.
- Chauvet L., F. Gubert, S. Mesplé-Somps.**, 2016. Do migrants adopt new political attitudes from abroad? Evidence using a multi-sited exit-poll survey during the 2013 Malian elections, *Comparative Migration Studies*, 4(19), 4-31.
- Chiwuzulum O., J. T. Awoyemi, T., B. T. Omonona**, 2010. Household poverty and inequality: the implication of migrants' remittances in Nigeria, *Journal of Economic Policy Reform*, 13, 2, 191-199.
- Chojnicki, X., Ragot, L.**, 2012. On entend dire que... l'immigration coûte cher à la France ? Qu'en pensent les économistes ?, Ed. Eyrolles.
- Clements, B., K. Dybczak, V. Gaspar, S. Gupta, M.Soto**, 2015. The fiscal consequences of shrinking populations, International Monetary Fund, SDN/15/21.
- Cohen, L., Gurun, U.G., Malloy, C.**, 2017, Resident Networks and Corporate Connections: Evidence from World War II Internment Camps, *The Journal of Finance*, 72, 207-248.
- Combes, P.P., Lafourcade M., Mayer T.**, 2005. The trade-creating effects of business and social networks: evidence from France, *Journal of International Economics*, 66, 1–29.
- D'Amuri, F., Ottaviano, G., Peri, G.**, 2010. The labor market impact of immigration in Western Germany in the 1990s, *European Economic Review*, 54, 4, 550-570.
- D'Amuri, F., Peri, G.**, 2014. Immigration, jobs, and employment protection: evidence from Europe before and during the great recession, *Journal of the European Economic Association*, 12(2), 432-464.
- De Brauw, A., Mueller, V., Woldehanna, T.**, 2013. Motives to remit: Evidence from tracked internal migrants in Ethiopia, *World Development*, 50, 13–23.
- De Haas H., Natter K., Vezzoli S.**, 2015, Conceptualizing and measuring migration policy change, *Comparative Migration Studies*, 3, 1, 15.
- Docquier, F., E. Lodigiani**. 2010. Skilled migration and business networks, *Open Economies Review*, 21(4), 565-588.
- Docquier, F., Dao, T.H., Parsons, C., Peri, G.**, 2018. Migration and development: Dissecting the anatomy of the mobility transition, *Journal of Development Economics*, 132, 88-101.
- Dumont, J.-C., Spielvogel, G., Widmaier, S.**, 2010. Les migrants internationaux dans les pays développés, émergents et en développement : élargissement du profil, *Questions sociales, emplois et migrations*, No.114.

- Dustmann C., Glitz, A., Vogel, T.**, 2010. Employment, wages, and the economic cycle: Differences between immigrants and natives, *European Economic Review*, 51(1), 1-17.
- Dustmann, C., Görlach, J.S.**, 2016. The economics of temporary migrations, *Journal of Economic Literature*, 54(1), 98-136.
- Duwicquet, V., Mouhoud, E.M., Oudinet, J.**, 2014. International Migration by 2030, Foresight, *Journal of future studies strategic thinking and policy*, 16, 2.
- Ebeke C., Le Goff M.**, 2010. Impact des envois de fonds des migrants sur les inégalités de revenus dans les pays en développement, *Revue Economique*, 61, 6, 1051-1074.
- El Yaman, S., Kugler, M., Rapoport, H.**, 2007. Migrations et investissements directs étrangers dans l'espace européen (UE-15), *Revue Economique*, 58, 725-733.
- Freund, C., Spatafora, N.**, 2008. Remittances, transaction costs, and informality, *Journal of development economics*, 86(2), 356-366.
- Fromentin, V.**, 2018. Remittances and financial development in Latin America and the Caribbean countries: A dynamic approach, *Review of Development Economics*, 22(2), 808-826.
- Fromentin, V., Leon, F.** 2019. Remittances and credit in developed and developing countries: A dynamic panel analysis, *Research in International Business and Finance*, 48, 310-320.
- Gould, D.**, 1994. Immigrant links to home country: empirical implications for US bilateral trade flows, *Review of Economics and Statistics*, 76, 302-316.
- Greenwood, M.J., Hunt G.L., McDowell, J.M.**, 1986. Migration and Employment Change : Empirical Evidence on the Spatial and Temporal Dimensions of the Linkage, *Journal of the Regional Science*, 26, 223-234.
- Greenwood, M.J., Hunt, G.L.**, 1995. Economic Effects of Immigrants on Native and Foreign-born Workers : complementarity, substitutability and other Channel of Influence, *Southern Economic Journal*, 61, 1076-1097.
- Gubert, F., Lassourd, T., S. Mesplé-Somps**, 2010. Transferts de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali. Analyse à partir de trois scénarii contrefactuels, *Revue Economique*, 61, 6, 1023-1050.
- Halliday, T.**, 2006. Migration, risk and liquidity constraints in El Salvador, *Economic Development and Cultural Change*, 54, 893-925.
- Head, K., Ries, J.**, 2001. Increasing returns versus national product differentiation as an explanation for the pattern of US-Canada trade. *American Economic Review* 91(4), 858-876.
- Hunt, J., Gauthier-Loiselle M.**, 2010. How Much Does Immigration Boost Innovation?, *American Economic Journal: Macroeconomics, American Economic Association*, 2(2), 31-56.
- Jaumotte, M.F., Koloskova, K., Saxena, M.S.C.**, 2016. Impact of migration on income levels in advanced economies. International Monetary Fund.
- Javorcik, B.S., C. Ozden, M. Spatareanu, I.C. Neagu.**, 2011. Migrant Networks and Foreign Direct Investment, *Journal of Development Economics*, 94(2), 231-241.
- Kerr, W.R., Lincoln, W.F.**, 2010. The supply side of innovation: H-1B visa reforms and US ethnic invention, *Journal of Labor Economics*, 28(3), 473-508.
- Kerr, W., M. Mandorff**, 2015. Social Networks, ethnicity and entrepreneurship, NBER Working Papers 21597, National Bureau of Economic Research.
- Koczan, Z., Loyola, F.**, 2018. How do migration and remittances affect inequality? A case study of Mexico, IMF Working Paper, No. 18/136.
- Kugler M., Rapoport H.**, 2005. Skilled Emigration, Business Networks and Foreign Direct Investment, Cesifo Working Paper N° 1455.
- McKenzie, D., H. Rapoport**, 2007. Network effects and the dynamics of migration and inequality: Theory and evidence from Mexico, *Journal of Development Economics*, 84(1), 1-24.
- Margolis, D. N., Miotti, L., Mouhoud, E. M., Oudinet, J.**, 2015, To Have and Have Not: International Migration, Poverty, and Inequality in Algeria: International migration, poverty, and inequality in Algeria, *The Scandinavian Journal of Economics*, 117(2), 650-685.
- Miotti, L., Mouhoud, E. M., Oudinet, J.**, 2015. La diversité des transferts des migrants en France : quand le contexte et l'histoire comptent, In L. Lévêque, Ph. Bonfils, Y. Kocoglu, Th. Santolini, D. van Hoorebeke (Éds.), *L'espace Euro-Méditerranéen, entre conflits et métissages. Rencontres, échanges, représentations*, L'Harmattan.
- Möllers, J., Meyer, W.**, 2014. The Effects of Migration on Poverty and Inequality in Rural Kosovo, *IZA Journal of Labor & Development*, 3(16).

- Moreno-Fontes Chammartin, G.**, 2008. Migration, Gender Equality and Development, International Labour Office, ILO Overview Paper for International Conference on Gender, Migration and Development.
- Nefzi, N., Oudinet, J., Soussi, M.**, 2020. Transferts de fonds des migrants et mésalignement du change réel, *Région et Développement*, 51, 87-114.
- OECD**, 2013. International Migration Outlook 2013. OECD Publishing.
- Ortega, F., G. Peri**, 2009. The Causes and Effects of International Migrations: Evidence from OECD Countries 1980-2005, NBER Working Papers 14833.
- Ortega, J., Verdugo, G.**, 2014. The impact of immigration on the French labor market: Why so different?, *Labour Economics*, 29(C), 14-27.
- Oudinet, J.**, 2006. Immigration et marché du travail dans les pays du Nord : des effets positifs avérés, dans *Les nouvelles migrations : un enjeu nord-Sud de la mondialisation*, le tour du sujet, Encyclopedia Universalis, 97-107.
- Özden, Ç., Wagner, M.**, 2014. Immigrant versus natives? Displacement and job creation, The World Bank.
- Parsons, C., Vezina, P.**, 2018. Migrant Networks and Trade: The Vietnamese Boat People as a Natural Experiment, *The Economic Journal*, 128, 612, 210-234.
- Plaza, S.**, 2013. Diaspora Resources and Policies, in Constant, A. F. and K. F. Zimmermann, *International Handbook on the Economics of Migration*, Edward Elgar, 505-529.
- Peri, G., Sparber, C.**, 2009. Task specialization, immigration, and wages, *American Economic Journal: Applied Economics*, 1(3), 135-69.
- Peri, G.**, 2012. The effect of immigration on productivity: Evidence from US states, *Review of Economics and Statistics*, 94(1), 348-358.
- Peri, G.**, 2014. Do immigrant workers depress the wages of native workers?, IZA World of Labor.
- Rapoport, H., Docquier, F.**, 2006. The Economics of Migrants' Remittances, ch. 17, in Kolm, S. and Ythier, Jean Mercier (eds.), *Handbook of the Economics of Giving, Altruism and Reciprocity*, Elsevier, 1135-1198.
- Rauch, J.**, 2001. Business and social networks in international trade, *Journal of Economic Literature*, 39, 1177-1203.
- Sambo, H.**, 2018. Understanding the effect of international remittances on undernourishment in Sub-Saharan Africa: A spatial model approach, *Région et Développement*, 47, 43-61.
- Schmitz, K., I. Endo**, 2011. Lowering the cost of sending money home, *Finance and Development*, 48, 2.
- Stark, O., J. E. Taylor, S. Yitzhaki.**, 1988. Migration, Remittances and Inequality: A Sensitivity Analysis using the Extended Gini Index, *Journal of Development Economics*, 28, 309-322.
- Taylor, J. E., R. Adams, J. Mora, A. López-Feldman.**, 2008. Remittances, Inequality and Poverty: Evidence from Rural Mexico, in De Wind J., Holdaway J. (Eds.), *Migration and Development Within and Across Borders: Research and Policy Perspectives on Internal and International Migration*, IOM.
- Van der Mensbrugge D., D. Roland-Holst.**, 2009. Global Economic Prospects for Increasing Developing Country Migration into Developed Countries, United Nations Development Programme, Human Development Reports, Research Paper 2009/50.
- Vandor, P., Franke, N.**, 2016. Why are immigrants more entrepreneurial? *Harvard Business Review*, 27.
- Wagner, D., Head, K., Ries, J.**, 2002. Immigration and the trade of provinces, *Scottish Journal of Political Economy*, 49(5), 507-525.
- Wahba, J.**, 2015. Return migration and development, In Lucas, R. E. B. (ed.), *International Handbook on Migration and Economic Development*, Cheltenham, UK: Edward Elgar.
- Wang, X., S. A. Maani**, 2014. Ethnic capital and self-employment: A spatially autoregressive network approach, *IZA Journal of Migration*, 3-18.

Introduction - The impact of migration on inclusive development

Abstract - The increase in international migration as a result of globalization supports the growth of the countries of origin. Development will be more or less inclusive depending on the characteristics of countries, those of migrants and their diaspora, and also government policies. A literature review of recent studies emphasizes the importance of migrant remittances for reducing poverty and developing financial inclusion in countries of origin despite still high transfer fees. Increasingly skilled migration can develop international trade, foreign direct investment, with the help of diasporas, and increase productivity through skills transfer. Migration also has a significant impact on the development of host countries. Immigrants often have jobs in segmented labor markets that are complementary jobs to those of natives and they contribute to the growth of host countries. Skilled migrants can also stimulate innovation. This is the reason why host countries must conduct more open immigration and integration policies. This special issue on migration and inclusive development gathers a series of contributions which aim to bring some additional answers to these questions.

Key-words

Effects of migration
Inequality and poverty
Remittances
Social remittances
Return of migrants
Diaspora resources
